

COMPTES RENDUS

Charles CHRISTIANS

GENERALITÉS

Jean DEMANGEOT, 1998. *Les milieux « naturels » du globe*. A. Colin, Paris, 7e édition révisée, 335 p.

Recevant la 2e édition de 1987 en amical souvenir de l'auteur, alors en fonction à Paris X, nous étions séduit par la clarté et la logique méthodologique des 22 chapitres du livre, déjà entièrement mis à jour depuis la 1ère édition parue un an plus tôt.

La 7e édition de 1998, révisée encore, témoigne du succès de l'ouvrage, augmenté de presque 100 pages depuis 1987, enrichi de deux chapitres, soutenu de tant d'illustrations démonstratives et clos par une trentaine de pages d'index si précieux.

L'essentiel traverse les éditions : « essayer de concilier écologie et géographie, donc de rechercher les bases d'une *écogéographie* globale ». But « immodeste » pour l'auteur, atteint pour le lecteur, encore que des données vieillies et fort simplifiées auraient mérité d'être mieux revues en 1998 après 12 années de rééditions.

« *Existe-t-il encore des milieux naturels ?* », « *Le paysage est l'expression visible, en même temps que le support du milieu* », des questions sur le milieu « naturel », l'écosystème, le rôle de l'homme (7 pages), une 1ère partie (100 pages) rappelant les notions de base sur les éléments constitutifs des milieux « naturels », tout cela maintient une entrée en matière qui met le lecteur au niveau des problèmes ensuite abordés : les milieux « naturels » difficiles (90 pages) - milieux arides, polaires et boréaux, alpins, océaniques - et les milieux « naturels » maniables (104 pages) - milieux tropicaux, intertropicaux, méditerranéens, tempérés et côtiers.

Avant la trop courte conclusion sur l'homme et le milieu naturel (2 pages), Jean Demangeot s'explique en un 24e chapitre, au sein des milieux maniables, sur « L'homme et la planète » (19 pages). Chapitre percutant et novateur.

« *La nature joue encore un rôle important dans la vie des hommes* », mais elle est plus coriace qu'on ne le croirait, face aux marques de l'anthropisation. Et l'auteur de citer Haroun Tazieff à propos de « l'imaginaire effet de serre anthropogénique » (1989). Par rapport à la thèse officielle du *Global Change*, l'auteur examine « *par induction* », « *les faits concrets* comme nous l'enseigne Claude Bernard » et non « un enchaînement de raisonnements déductifs » : le niveau de la mer, les glaciers, le réchauffement du globe, les gaz à effet de serre, le trou de l'ozone. Il aboutit à de

grandes incertitudes : trop peu de paramètres et de multiples problèmes de méthode. La conclusion est une interrogation sur les assurances cacophoniques de tant de savants, sur ce qui serait « une gigantesque illusion collective entretenue par les médias », voire « une imposture » « au profit de qui, au profit de quoi ? ».

L'auteur dit ne pas savoir et fait confiance aux rapides progrès scientifiques, dont ceux des satellites.

Attendons de Jean Demangeot, solidement ancré dans les réalités géographiques qu'il domine, qu'il développe encore ces questions avec la sérénité de ses connaissances.

Pierre MERLIN, 1997. *Géographie humaine*, Coll. PUF Fondamental, PUF, Paris, 576 p.

Homme des études urbaines, de l'urbanisme et des transports, mais pas seulement, tenu en marge par beaucoup de géographes, Pierre Merlin écrit que, pour lui, faire un manuel de géographie humaine « peut paraître outrecuidant », « superficiel » en restant « très traditionnel ».

Il l'a fait pour des raisons que, en tous cas, nous partageons. Nous nous devons de le citer dans son avant-propos quand il écrit : « regretter sa tendance récente (de la géographie) à l'éclatement, non seulement entre une géographie physique et une géographie humaine qui s'ignorent chaque jour davantage, mais au sein de chacune de ces deux sous-disciplines, entre une multitude de spécialités qui vont de plus en plus souvent chercher dans d'autres disciplines les fondements conceptuels et les bases méthodologiques qu'ils ne trouvent pas dans la géographie contemporaine »... « la géographie court simplement à sa disparition »...

Exagéré ou possible ? Il faut admettre l'analyse encore que, en face de la complexité régionale et mondiale d'aujourd'hui, on comprend l'existence des spécialités. Des géographes pour des recherches pointues, une géographie faisant converger et s'équilibrer ces différents apports qui permettent d'expliquer, en ce qui nous concerne, les faits humains, leur organisation et leur fonctionnement spatiaux. Et cela impose à tous une considérable culture géographique d'abord, avant d'être les prosélytes naïfs de sciences voisines.

Venons-en au contenu du manuel dont le grand mérite est la clarté d'exposé, mais dont la faiblesse réside

dans le déséquilibre entre richesse des faits abordés et discrétion, voire absence des fondements conceptuels et méthodologiques à appliquer et que l'auteur appelle de ses vœux par ailleurs.

La 1^{ère} partie (106 pages) présente « la place de la géographie humaine dans le champ scientifique », son émergence et ses conceptions successives (20 p.), sa place en relation avec le milieu naturel (42 p.), les apports des sciences humaines et sociales (44 p.).

De trop courts développements font comprendre les conceptions françaises et les études étrangères les plus essentielles ainsi que les réticences de l'auteur en face de la nouvelle géographie. Celle-ci, souvent, ne vise pas à compléter et à faire évoluer ce qui existait, mais plutôt à l'oublier et à le remplacer, bien qu'il y ait des tentatives de continuité.

Mais le texte impose la vigilance. Ainsi, à propos des chorèmes du groupe Reclus animé par Roger Brunet, Pierre Merlin les juge sans « aucune rigueur scientifique » et conduisant à des simplifications des relations spatiales qui « ressortissent en fait à l'escroquerie intellectuelle ou à la publicité » (p. 28). De son côté, Franck Debié dans sa « Géographie économique et humaine » (PUF, 1998) élève cette pratique à la hauteur d'une école originale de la nouvelle géographie, la « géographie chorématique », reconnaissant à l'imprécision généralisatrice « (la traduction) de tous les phénomènes observables dans l'espace terrestre ». Quid?

A propos du milieu naturel, la gradation milieu-environnement-cadre de vie, les contraintes du milieu et les risques naturels, les conséquences de l'action de l'homme sur le milieu, sont des mises au point excellentes dont on aurait aimé le rappel et l'application dans les différents chapitres sectoriels. Le choix des auteurs et l'exposé des apports des sciences humaines et sociales s'appuient aussi sur des textes fondamentaux de maîtres en ces matières.

La richesse et la discussion des genres de vie y contrastent avec la pauvreté des développements sur races, ethnies, langues et religions. Histoire, sociologie et même économie sont parfois loin des mises à jour attendues. Est-ce le prix à payer pour éviter une discussion ou un départage entre les modes et les apports solides et novateurs d'aujourd'hui ?

La 2^e partie (103 pages) est une présentation sans surprise du corpus habituel de la géographie de la population. L'appel aux conditions physiques est présent, comme l'appel à l'histoire, à l'économie, aux conditions sociales et à la démographie proprement dite. La 3^e partie (94 pages) parcourt rapidement les activités humaines dans l'espace, sans novation, du primaire au tertiaire et aux transports, sans rien dire de la sylviculture, mais en effleurant l'actualité des centres commerciaux. La 4^e partie (45 pages) survole campagnes et villes, de la genèse aux structures via les typologies, les morphologies, les diverses influences et les réseaux.

Les 5^e et 6^e parties sont des domaines où la géographie est attendue avec intérêt : intervention volontaire

sur l'espace (115 pages) et grands problèmes contemporains (69 pages). Dans le premier de ces domaines, au lieu de montrer et de formaliser les champs et les limites des apports géographiques, leurs méthodes et leurs techniques, les textes - tous intéressants - passent en revue la nature, les principes, les contenus, les politiques de l'aménagement du territoire, de l'aménagement régional, de l'urbanisme, des aménagements sectoriels et de la géopolitique qui est curieusement associée à tout cela. Ce sont de bonnes leçons, mais pas de géographie. Quelques facteurs de géographie physique ne sont brièvement et clairement exprimés qu'à l'occasion de l'aménagement sectoriel des transports. Les mêmes remarques doivent être formulées pour le deuxième domaine abordé en ce qui concerne ressources et population - épuisement des ressources naturelles, énergies renouvelables, énergie nucléaire, ressources alimentaires et faim. Le chapitre développement et sous-développement fait, lui, une petite part explicite aux facteurs physiques du sous-développement et au partage de l'espace géographique mondial.

Le tout s'achève par « des prémices d'une écologie politique », mélangeant « écologie », « coûts sociaux » et « environnement », celui-ci groupant les exemples du bruit et de diverses pollutions.

Deux pages optimistes de conclusion générale semblent porter non sur le manuel, mais sur les angoisses des « thèses catastrophistes » liées à la 6^e partie du livre et qui « font aujourd'hui sourire ». « Et tant mieux si les géographes auront contribué, avec d'autres, à les identifier et à définir les solutions ».

Tel est ce manuel s'ouvrant sur des vérités fondamentales à défendre, donnant l'image d'une géographie solide, mais bien dépassée, voire incomplète, et ne fournissant pas les clefs de la géographie à appliquer aux questions les plus actuelles des aménagements volontaires de l'espace et des problèmes cruciaux du monde actuel. Quid des espoirs de la conclusion ?

Gilles FUMEY, 1997. *L'agriculture dans la nouvelle économie mondiale*, Coll. Major, PUF, Paris, 379 p.

Gilles FUMEY couvre largement (trop largement ?) le sujet, et de façon saccadée.

La première partie (108 p.) est consacrée aux grandes étapes de l'histoire de l'agriculture.

Dans le chapitre 1 se bousculent le néolithique, la Gaule, l'Asie tropicale, les foyers européens - rassemblant le Moyen Age et le XVI^e siècle - la Chine, les Etats-Unis et l'Europe du Nord des XIX^e et XX^e siècles, l'époque coloniale du XX^e siècle.

Dans le chapitre 2, « l'intégration de l'agriculture à l'économie moderne », le patchwork se poursuit, d'une autre façon. Il s'agit d'abord du XX^e siècle et de sa révolution technique et sociale, sans doute dans les pays industrialisés, ce qui n'est pas dit pour les paragraphes I et II, qui comportent des incidences sur les PED (écrivons pays en développement).

Le paragraphe III aborde l'encadrement politique et historique de l'agriculture dans le monde pour commencer par l'Europe et les Etats-Unis, ce qui n'est pas dit non plus. L'auteur isole ensuite les réformes agraires, mélangeant, dans une succession d'exposés, types de réformes, périodes, régions, régimes politiques. Il revient, pour finir, sur les politiques agricoles des pays industriels d'après 1945, France, Union Européenne, Etats-Unis, Japon, OCDE, puis il traite des politiques dans les anciens pays communistes et, enfin, celles des pays en développement.

Au paragraphe IV, Gilles Fumey aborde « la révolution agricole » dont on aurait aimé que tous les thèmes soient rassemblés en I et II ou en IV.

L'auteur est plus à l'aise dans la partie « productions » de la 2e partie (73 p.), spécialement au chapitre 3 « les grandes productions agricoles » et au chapitre 4 « la spécialisation agricole mondiale », chapitres bien construits.

Le chapitre 5 sur la consommation (20 p.) retombe sur les types d'imperfections de la 1ère partie : 2 pages en tout pour les produits de l'élevage et 2 pour la pêche; l'industrie est reprise dans la consommation, mais rien sur les industries du conditionnement et de la conserve en tant que telles, rien sur l'industrie des 3/4 des céréales dans le paragraphe industrie et les fruits et les légumes sont présentés sous leur aspect alimentaire et non industriel.

La 3e partie (65 p.) porte sur « l'intégration des agricultures régionales par le commerce international ». Elle équilibre bien l'étude des produits agricoles des zones tempérées (chapitre 6) et ceux des tropiques (chapitre 7), à apprécier très favorablement.

La 4e et dernière partie (110 pages) est consacrée aux « paysages et économies agricoles régionales ».

Le chapitre 8 sur les paysages vient en hors-d'oeuvre dans le livre; à vouloir résumer, à mélanger l'histoire, les héritages et des raccourcis pour expliciter le présent, on comprend mal le rôle des paysages agraires dans « la nouvelle économie mondiale ». Le chapitre est surperfétatoire à la manière dont il est traité.

On respire aux chapitres 9, 10 et 11, avec les exemples régionaux des Etats-Unis, de l'Union Européenne, du Japon, de deux anciens pays socialistes - Russie et Chine (qui est encore communiste !), de trois pays en développement - Inde, Brésil et Côte d'Ivoire.

Un tel ouvrage ne peut qu'obscurcir certains des éclairages qu'il promet dans le résumé de la 4e page de sa couverture. Répétitions, écartèlement de certains sujets, raccourcis exagérés, appel peu convaincant et flou à l'histoire et à la préhistoire, oubli ou dispersion des conditions biophysiques et de l'environnement dans le texte, allusions insuffisantes à des faits comme l'urbanisation, l'influence des transports et des mobilités, une dilution des actions du GATT ou de l'OMC, laissent quelques bons chapitres que réussit l'auteur et auxquels il aurait pu se limiter.

Par ailleurs est-ce anecdotique de laisser croire à l'actualité du modèle de spécialisation agricole de la page 27, de placer les Pays-Bas, l'Allemagne et la

Belgique dans l'Europe du Nord (p. 40), de placer l'Ardenne, l'Oesling et tout le Massif schisteux rhénan dans les montagnes et hauts plateaux forestiers pas cultivés (p. 314), de localiser de l'élevage hors sol dans le Luxembourg et en Lorraine mis sur le même pied que les Flandres ou la Bretagne (même page 314), d'appeler « productions immatérielles » la production de nature, d'environnement, d'eau, de tourisme et, ainsi, de faire sienne, sans critique, l'opinion du Groupe de Bruges (p. 319), d'oublier d'indiquer s'il s'agit de production « mondiale » dans la répartition des exportations (p. 193) et ne pas l'oublier ensuite (p. 233), de dater de 1993 la géographie économique et humaine de F. Debié de 1995 (p. 252), d'oublier ou de ne pas connaître les cartes et publications de la « Typologie mondiale de l'agriculture » de J. Kostrowicki, à Varsovie, dans le cadre de l'Union Géographique Internationale? Et tout ceci n'est qu'un échantillon.

Une liste étoffée de près de 200 documents rend compte des encadrés, des statistiques, illustrations, graphiques et cartes qui complètent fort bien les textes, plus un index thématique et des bibliographies sélectives.

Certes, nous savons que la lecture est plus aisée que l'écriture. Le travail de Gilles Fumey a été considérable, mais nous lui souhaitons une 2e édition révisée. La 1ère n'est pas à mettre entre toutes les mains.

Claude CHALINE, 1997. *Les politiques de la ville*, Coll. Que sais-je?, PUF, n° 3232, Paris, 128 p.

25 sigles principaux ouvrent le livre avec 12 abréviations concernant actions et institutions, 10 touchant diverses aides et 3 désignant des territoires d'aménagement, le tout intéressant le bouquet touffu des politiques de la ville en France.

L'auteur nous conduit dans les détails complexes du sujet avec un calme rigoureux qui laisse apparaître au lecteur les confusions, hésitations, tentatives et difficiles succès des efforts entrepris.

Claude Chaline, avec 13 ouvrages sur les villes et l'urbanisme, leur développement, leur mieux vivre et leurs dangers, est un maître lucide en ces matières.

« la ville, naguère radieuse... était devenue... le réceptacle des nouveaux malheurs des temps..., pauvretés..., cloisonnement..., croissance économique incertaine..., grippage des processus d'insertion socio-économiques qui ont fonctionné jusqu'aux années 1970 ».

Quatre chapitres structurent l'exposé.

Le chapitre I (33 pages) réunit malaise social urbain - précarité des populations, faits générateurs - dont une remise en cause des politiques du logement des années 1960 et une contraction du secteur économique productif des villes - géographie des précarités urbaines - vieux quartiers intra-urbains, vieilles banlieues, grands ensembles périphériques. La dureté des réalités fait mal à celui qui, comme moi, a vécu les enthousiasmes

de la reconstruction des années 50 et des urbanisations hors du commun des années 60, devenues aujourd'hui l'objet d'un débat sur « un urbanisme pathogène ». Incivilités et insécurité, pour inquiétantes et médiatisées qu'elles soient, restent, pour l'auteur, localisées dans des microcosmes marginaux qui, hélas, gangrèment de plus en plus de quartiers.

La chapitre II (26 pages) aborde le cadre conceptuel et institutionnel. L'auteur s'interroge sur les hésitations françaises qui ne dépassent les aspects sociaux du logement de 1977 qu'en 1990 et 1991 pour une politique publique de la ville, matérialisée en 1993, par les contrats de ville. La multiplicité des actions entreprises, l'imbricatio des territoires concernés, la trop lente coopération interministérielle, les aspects contractuels avec les collectivités territoriales de divers niveaux - notamment local - handicapent la lecture claire des opérations et des résultats. Les Grands Projets Urbains essaient de répondre aux cas les plus difficiles dès 1994.

Dans le chapitre III (28 pages), l'auteur continue son exposé mesuré et objectif, ici sur les diverses facettes de l'amélioration du cadre et des conditions de vie. Le chapitre IV (24 pages) aborde la régénération par l'économique.

Ces chapitres permettront au lecteur de prendre connaissance de la multiplicité des opérations sur le terrain, de plus en plus radicales et polyvalentes : amélioration de la maintenance des habitats puis de leur environnement, correction des erreurs de conception de l'urbanisation - tours et barres hors de l'échelle humaine, dalles ratant leur vocation d'animation, espaces ouverts insécurisants, réhabilitation de la rue, réorganisation et réhabilitation des vieux centres, politique d'accompagnement social des familles et d'insertion éducative et professionnelle principalement des jeunes.

Cette cinquantaine de pages montre la richesse des efforts. Mais l'expérience de l'auteur lui fait conclure à l'« ambiguïté à imaginer qu'une politique urbaine peut y apporter les véritables remèdes » (à l'état de crise existant). Son expérience lui fait aussi clore le texte par un enseignement de l'histoire sociale des villes qui montre que « tous les territoires urbains passent et repassent par des phases de *down and up grading* des auteurs anglo-saxons » qu'il connaît très bien.

Optimisme après le désabusement lié à des problèmes créés par des imaginations urbanistiques qu'ont laissé passer sociologues et géographes. Et aussi désabusements pour des faits de société laxiste et d'évolution économique où la myopie des penseurs et des gestionnaires inquiète pour l'avenir.

Un texte court qui nous interpelle profondément grâce aux qualités d'exposé d'un auteur sachant exprimer analyse et évaluation avec maîtrise.

Gérard MONNIER, 1997. *L'architecture du XXe siècle*, Coll. Que sais-je?, n° 3112, PUF, Paris, 128 p.

Voilà un Que Sais-je? éminemment utile, notoirement pour les géographes, car il passe en revue temps et lieux de l'architecture du siècle, bien diversifiée aux deux points de vue.

Introduction et épilogue posent la problématique majeure de cette architecture en 3 pages.

L'auteur y relève « une grande mutation des techniques, des espaces et des formes des édifices », « matériaux... et... procédés... récents », illusion d'une « architecture moderne unique », celle « du style international », en fait « diversifiée et complexe », accompagnée de « métissages » avec les architectures traditionnelles, pourtant « restée en partie étrangère à notre culture », qui juge souvent avec « les critères du passé ». Trois lignes de l'épilogue suffisent à Gérard Monnier pour s'interroger sur un constat critique : « les polémiques qui, face à la fracture sociale et à la misère, l'attribuent à « l'architecture moderne » (ou « moderniste »... anglicisme péjoratif...) » et, « enfin, le puissant courant de conservatisme social et de frilosité culturelle » qui prévaut dans nos pays.

Mais ce n'est pas le sujet du livre, que nous aurions aimé voir émailler de plus de critiques et au moins d'interrogations réflexives, comme l'auteur le fait à propos du modèle international en question au chapitre IV ou à propos de la modernité au chapitre V.

On ne peut toutefois se laisser aller à tout demander.

L'exposé des mutations techniques (chapitre I) s'accompagne d'une présentation claire des idées et des institutions où les noms des initiateurs et des publications permettent connaissance et jugement.

Les chapitres suivants s'articulent sur les grandes périodes chronologiques basées à la fois sur les fondements technologiques et sur les étapes des demandes de la société : les débuts (1890-1914) (chapitre II), une modernité internationale (1918-1940) (chapitre III), de la reconstruction à la croissance (1945-1975) (chapitre IV) et la période des inquiétudes et certitudes (de 1975 à nos jours) (chapitre V).

Au fil des pages, le lecteur peut repositionner les divers aspects de l'art et de la science que rassemble l'architecture tant au service des activités et des institutions qu'au service de la vie domestique. La multitude des architectes cités étoffe et fait comprendre les grandes émergences (où la Belgique a aussi une place) (Le Corbusier, Horta, Gaudi) : l'Art Nouveau, le Bauhaus, la Charte d'Athènes, la post-modernité.

Le mérite de Gérard Monnier est de faire, avec aisance, un panorama largement international des hommes et des oeuvres et de s'attacher aux réalisations monumentales comme aussi à l'architecture vernaculaire, à l'habitat et aux logements sociaux.

Nous sommes marqué par les ruptures récentes : les

trente glorieuses (45-75) qui sont vraiment celles de l'enthousiasme créateur et du « centre de gravité du mouvement moderne en architecture », les déstabilisations qui sont apparues avec les crises sociétales d'après 75.

Voilà donc une présentation réussie qui met bien en

évidence la valeur de l'individualité des hommes et des réalisations dans la construction ou la déconstruction des mouvements d'idées, d'écoles, voire de modes, ainsi que le rôle de l'environnement politique et de la demande sociale.

L'EUROPE

Marie-Claude MAUREL (Textes rassemblés par), 1997. *Recomposition de l'Europe médiane*, Dossiers des Images Economiques du Monde, Dossier 21, SEDES, Paris, 221 p.

Le dossier est une somme de textes qui font le point sur plusieurs aspects de cette Europe de l'entre-deux, de cette Europe centrale agrandie, de cet ancien glacis communiste que la géopolitique avait baptisé Europe de l'Est, de ce que l'Union Européenne appelle, avec l'inélégance des abréviations, les PECO, pays de l'Europe centrale et orientale.

Etapas chronologiques récentes du postcommunisme, racines historiques, bases et changements géographiques, économiques et sociaux, sont abordés pour l'ancienne Allemagne de l'Est, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Slovénie - l'Europe centrale ex-communiste - auxquelles les auteurs ajoutent les Etats baltes et la Roumanie - pays ex-communistes encore - ainsi que l'Autriche - bien d'Europe centrale mais hors communisme - et l'Allemagne réunifiée - encore amarrée à l'Europe occidentale .

M.-Cl. Maurel (chap. 1) trace à grands traits - clairs et structurés - les hésitations que suscite la dénomination d'Europe médiane. Elle en montre les différences internes, qui vont des nuances aux oppositions, de la « transition géographique » (E. de Martonne) jusqu'aux partages historiques, religieux, politiques et économiques et jusqu'à la nouvelle physionomie de cet espace.

Dans le chapitre 2, le même auteur aborde la géographie de la transformation postsocialiste, ses « logiques » internes qui sont un processus « complexe et inédit », ses « enjeux et défis de l'ouverture sur l'économie mondiale ». La longue familiarité de M.-Cl. Maurel avec ces pays et ces problèmes trace un fil conducteur solide à travers privatisations, inertie des structures, ouverture à l'Ouest, investissements étrangers, surindustrialisation, solutions contrastées des différents Etats.

A.-L. Sanguin fait du chapitre 3 un panorama dense de la géographie politique de cette Europe - Etats, frontières, nationalités. Le « ballotement historique », cultures, ethnies et langues, les « Etats de formation récente », reliques, résurgences ou éclatements après les grands empires qui sombrent à la lère guerre mondiale, les « frontières et coopération transfrontalière », jusque et y compris les Eurorégions, le « jeu

des nationalités », tout est dit et bien dit. Mais, pour suivre tout cela, et l'assimiler, il faut un riche bagage historico-géographique, que nous souhaitons de tout coeur, sans trop y croire, à nos étudiants belges.

G. Lepesant, au chapitre 4, reprend « *le cas des frontières germano-polonaise et germano-tchèque* », successivement ruptures, mythes eurorégionaux, filtres migratoires. J. Schultz, au chapitre 5, fait une analyse, également affinée des *capitales*, tardivement industrialisées et transitoirement socialistes. L'auteur aborde la transition au travers de la propriété, du logement, du marché foncier, des structures, des pouvoirs et des attentes du futur. J.-M. Holz aborde les « *recompositions en Allemagne* » (chap. 6). Son point de vue original lui fait présenter accessibilité et infrastructures, nouvelle géométrie aux différentes échelles de territoires et, notamment, les nouvelles positions urbaines, enfin, plus classiquement, les problèmes des espaces urbains.

Pour terminer, le chapitre 7 de J.-G. Ditter traite des « *dynamiques régionales* » d'après 1989 et jusqu'en 94 (mais que de nouvelles choses depuis!). Disparités, croissances différenciées, différences nationales, méritaient plus que la trentaine de pages attribuées à chaque auteur. L'égalitarisme aurait d'ailleurs pu céder le pas à la géométrie variable des différents sujets abordés par les auteurs successifs.

Tout est passionnant dans la connaissance de ce laboratoire des systèmes politiques et des problèmes humains. Les auteurs sont de qualité, leur texte tout autant, souffrant quelquefois du carcan des 30 pages évoqué ci-dessus. Mais les *Dossiers* ne sont peut-être pas extensibles.

Un regret - c'est une règle du genre - porte sur l'illustration cartographique, parfois si satisfaisante, chez J. Schultz et chez J.-M. Holz, parfois si cruellement manquante chez A.-L. Sanguin. Et puis, c'est l'Irlande qui fait partie de l'Union Européenne et non la Norvège (p. 24).

Le livre s'accompagne de bonnes bibliographies par chapitre.

Les vues d'ensemble sur l'Europe médiane, dans les chapitres 1, 2, 3 et 7 nous font souhaiter d'apprendre encore plus. Les aspects particuliers, dans les chapitres 4 à 6, en appellent d'autres, à découvrir ailleurs.

Les auteurs et leur ouvrage apportent une contribution éclairante sur cette Europe qui piétine maintenant aux portes de l'Union et que les géographes, comme tout citoyen, se doivent d'accueillir en toute connaissance.

LE RESTE DU MONDE

Raymond BLANADET, 1997. *Les Philippines*, Coll. Que Sais-je?, n° 912, PUF, Paris, 128 p.

L'intérêt de l'auteur pour l'Asie du Sud-Est le conduit à une expérience et à une connaissance que reflète ce Que Sais-je?

L'étendue des Philippines - 300 000 km² de terres et 1,8 million de km² avec son domaine maritime -, morcelé en 7 000 îles dont 10 importantes - notamment Luzon et Mindanao -, ses 70 millions d'habitants avec une densité de 228 habitants/km², son unité de peuplement malais et sa religion catholique héritée de quatre siècles de colonisation espagnole (1565-1898), font des Philippines une pièce d'importance dans l'Asie du Sud-Est. Sa participation, en 1967, à la fondation de l'Association des Nations du Sud-Est asiatique le souligne.

L'intermède de la colonisation américaine (1858-1946), après la défaite espagnole dans le conflit américano-hispanique déclenché pour l'affaire de Cuba, introduisit l'anglais mais aussi un développement économique et une marche vers l'autonomie. La deuxième guerre, l'occupation nipponne et la reconquête américaine ont secoué et détruit beaucoup, dont la capitale, Manille.

L'indépendance, en 1946, fut placée sous le signe de la reconstruction et de tentatives de réformes agraires. De 1965 à 1986, ce fut une période basculant dans l'autoritarisme politique du Président Marcos qu'une grave crise économique renversa au profit d'une nouvelle constitution d'essence démocratique en 1987.

Le chapitre II traite de tout cela en plus ou moins 20 pages.

Des exposés denses passent par ailleurs en revue le cadre physique de l'archipel (chap. I, 16 p.), la population et l'économie - très complet - (chap. III, 35 p.) et abordent les grands ensembles insulaires (chap. IV, 47 p.).

La conclusion de l'auteur est positive à propos de l'avenir économique, malgré les difficultés actuelles qui retentissent sur le plan social. Avec l'ANSEA et la stabilité politique intérieure, le combat pour le futur est bien engagé.

Dans les limites resserrées des Que Sais-je?, l'auteur a fait connaître les Philippines avec qualité, clarté et précision.

François JOYAUX, 1997. *L'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ANSEA)*, Coll. Que Sais-je?, n° 3153, PUF, Paris, 128 p.

Avec la qualité habituelle d'écriture des auteurs de la collection Que Sais-je? et riche de son expérience de géopolitique sur la Chine et l'Extrême-Orient, François Joyaux expose l'historique, les difficultés et les avancées positives de l'Association des Nations du Sud-Est asiatique.

L'ANSEA, constituée par la déclaration de Bangkok de 1967, a rassemblé, de façon formelle d'abord, 5 membres fondateurs - Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande - auxquels se sont joints le sultanat de Brunei dès son indépendance, en 1984, et le Viêt-Nam en 1995 (après qu'il soit devenu entièrement communiste depuis 1975). L'intérêt de l'Association, notamment sur le plan économique et par son poids géopolitique, a rassemblé des pays observateurs de la région - Laos et Cambodge - et des Etats de bordure vers l'Asie du Sud - la Birmanie - et vers le Pacifique - la Papouasie-Nouvelle Guinée -, la Chine étant devenue un partenaire, essentiel, de l'Association.

L'ANSEA est marquée par le poids démographique de l'Indonésie et le poids économique de celle-ci et de la Thaïlande - concurrents entre eux pour plusieurs produits. La position musulmane dominante en population et en nombre d'Etats, à côté du bouddhisme thaïlandais, du catholicisme philippin et de l'importance des communautés chinoises, la dominante insulaire, la position stratégique entre Océan Pacifique et Océan Indien, l'intégration ou le voisinage d'Etats encore instables et au communisme en forte évolution, les problèmes politiques des Etats de l'Association elle-même, la diversité des ethnies et des cultures, font comprendre les progrès en dents de scie de l'Association et ses ballotements après 20 ans d'autres tentatives de regroupement régional.

L'auteur continue à brosser un tableau clair du renforcement régulier de l'Association aux deux dates-clefs de 1975 et de 1992, allant du neutralisme aux renforcements des moyens de sécurité dans le cadre d'un « Forum régional de l'ANSEA » largement ouvert aux Etats intéressés par la stabilité dans le Pacifique.

Après un tel succès, l'Association - aux structures

légères - entame le dialogue commercial avec les grands, Japon, Etats-Unis, Union Européenne et avec les riverains et pays du Pacifique. C'est le deuxième succès accompagné à l'intérieur de l'Association par un libre échange prometteur.

Les perspectives de l'auteur sont optimistes pour l'ANSEA.

Avec en plus, les textes officiels des principaux accords, ce *Que Sais-je?* et son excellent auteur éclairent un des multiples problèmes mondiaux du Pacifique.

Maryse FABRIÈS-VERFAILLIE, 1998. *L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient dans le nouvel espace mondial*, Coll. Major, PUF, Paris, 268 p.

Le MENA de la Banque mondiale (Middle East and North Africa) est un espace où la religion musulmane est le ciment essentiel mais où la géographie se partage entre des marges vivantes en bordure de grands déserts, entre une marqueterie d'Etats aux régimes le plus souvent peu ou pas démocratiques et entre des centres et des périphéries où géopolitique conflictuelle et géostratégie du pétrole s'entremêlent, en héritage des grands empires et de la colonisation européenne disparus.

Ce sont les idées essentielles qui sous-tendent le bon ouvrage de Maryse Fabriès qui passe en revue faits et explications de l'histoire, de l'économie et de la géographie des pays bordiers de la Méditerranée et du golfe arabo-persique.

Elle y aborde le Maghreb (Tunisie, Algérie, Maroc - avec son prolongement discuté de la République démocratique arabe sahraouie), élargi par l'adjonction de la Lybie et de l'Egypte; en continuité avec cette Afrique blanche, la Mauritanie et le Soudan sont étudiés pour leur rattachement à l'Islam, à côté, néanmoins, de populations non islamisées. En Asie se rejoignent le Proche-Orient (Liban, Palestine - avec l'intrusion d'Israël, Syrie), le Moyen-Orient (avec des définitions variées que donne l'auteur; pour nous, Irak et Iran - celui-ci non arabe) - et les 7 Etats de la péninsule arabique - Arabie séoudite, Bahrein, Emirats Arabes Unis, Koweït, Qatar, Yémen - et la Turquie - non arabe - à cheval sur l'Asie et un petit morceau d'Europe.

Le chapitre 1 traite des racines historiques, culturelles, politiques, économiques des 22 Etats actuels depuis l'âge d'or de l'empire arabo-musulman jusqu'au mal-développement d'aujourd'hui, un tiers-mondisme de laissés-pour-compte au sein des conflits politiques et des difficiles progrès économiques.

Les chapitres 2 et 3 traitent de l'explosion démographique et des multiples facettes des migrations, du poids de l'Islam, de l'économie à la recherche d'un modèle de développement original et conforme à l'Islam - à côté des traits spécifiques de l'économie pétrolière.

Le chapitre 4 expose les contraintes du milieu naturel, les limites d'un faible espace utile et les mutations rurales et urbaines. Sans réduire l'importance de ces aspects, l'auteur les met bien à leur vraie place par rapport au poids écrasant des conditions humaines.

Au terme de l'ouvrage, le chapitre 5 est une véritable conclusion géopolitique sur les forces et faiblesses de l'espace étudié au sein duquel l'auteur exprime, avec bonheur, une hiérarchie des puissances et des potentialités des Etats : l'Arabie séoudite comme centre premier, la Turquie et l'Iran comme noyaux excentrés, l'Egypte comme centre second, Israël comme inclassable, des périphéries dont l'Irak, la Lybie, le Maghreb central et les « Sud oubliés ». L'exposé élève la vue géographique en traitant d'intégration et de fractures dans cet ensemble convoité où, malheureusement, les questions du pétrole et d'Israël sont insuffisamment traitées.

Le ton mesuré des faits exposés nous fait réfléchir d'autant sur les dernières réflexions de Maryse Fabriès :

- un système de développement qui inquiète, car il prétend offrir une solution alternative au modèle occidental;
- le poids des « idéologies libératrices », à côté de la force essentielle de l'islam, dont le nationalisme et l'islamisme;
- « l'islam utilisé comme instrument de libération contre l'Occident et aussi, plus brutalement, pour abattre l'Occident »;
- des facteurs de division interne d'ordre culturel, socio-économique et politique, dont nous citerons les différences entre sunnites et chiïtes, les minorités ethniques, l'inégale répartition des richesses pétrolières, les jeux variés des grandes puissances occidentales, de la mondialisation et des régimes politiques nationaux.

L'ouvrage éclaire les problèmes de l'espace traité, y compris des cartes d'excellente facture accompagnées de bons tableaux et graphiques. Une réussite pour la Collection Major, ce qui n'est pas toujours le cas.

Frédéric MAURO et Maria de SOUZA, 1997. *Le Brésil du XVe siècle à la fin du XVIIIe siècle*, Coll. « Regards sur l'histoire (histoire moderne) », SEDES, Paris, 220 p.

Après une première édition en 1987, celle-ci s'est enrichie de nouvelles trouvailles préhistoriques, de nouveautés sur l'or du Minas et d'un complément bibliographique. Pour le reste, l'ouvrage est resté à l'identique.

Il présente une histoire totale du Brésil, des premières découvertes à « 1799 ». C'est celle du Brésil colonial qui se termine en 1808, avec l'installation

d'un vice-roi portugais et avec, bientôt, l'indépendance.

Histoire totale « allant des structures aux événements, du géologique au spirituel, de l'institutionnel au mental » « avec une présentation assez classique » pour les lecteurs étudiants (Introduction, p. 9) et aussi « quelques artifices comme le flash-back » (Conclusion, p. 189).

L'affaire est-elle réussie au travers de la succession de chapitres aux thèmes mélangés et mal - ou pas - reliés entre eux et au travers de chapitres dans lesquels le flou chronologique fait hésiter sur les étapes historiques et où les récurrences font office de flash-back? Un plan clair et systématique n'apparaît pas. Est-ce le prix à payer pour tout couvrir en cassant un exposé pédagogique par période ou par sujet? Serait-ce classique?

Ceci étant dit, c'est un livre à découvrir et avec lequel le géographe ne pourra que s'enrichir dans le détail des pages où les différents éclairages et datations des faits et leurs diverses causes et conséquences conduisent bien à une globalité ponctuelle et cohérente.

A la faveur du caractère notoirement maritime du Royaume de Portugal et d'Algarve et de son empire, la naissance du Brésil est symboliquement fixée à la découverte d'Alvarès Cabral (après d'autres?), le 22 avril 1500, de l'île de Vera Cruz ou de Santa Cruz, alors que sa flotte importante se dirigeait vers les Indes; c'était le jour de la fête de la Sainte Croix.

Tel est le début d'une prise de possession d'un véritable continent dans l'espace dévolu aux Portugais jusqu'à 370 lieues à l'ouest des îles du Cap vert ainsi que l'avait fixé le traité de Tordesillas signé avec les Espagnols en 1494.

Un texte condensé et deux bonnes cartes présentent climat, végétation originelle et relief du Brésil, puis un chapitre entier est consacré à l'archéologie et aux hommes d'avant l'arrivée des Européens.

Il faut parcourir les différents chapitres à saut de mouton pour suivre un thème ou faire des efforts pour saisir les limites chronologiques de tel ou tel chapitre. C'est ce que nous avons déjà exprimé.

Administration et gestion coloniale traitent des capitaineries qui découpent le pays (ch. IV) et des gouverneurs généraux (chap. VI), au XVI^e siècle, pour se conclure en synthèse sur leur fonctionnement du XVI^e au XVIII^e siècle (chap. XXI).

L'économie passe du cycle du bois-brésil (chap. V) au complexe sucrier (chap. VII et VIII) et à la poussée minière (chap. XVI), dans l'ordre chronologique de leur apparition du XVI^e au XVIII^e siècle. On doit y associer le commerce atlantique (chap. X), placé après le sucre et les effets multiplicateurs de la poussée minière (chap. XVII).

La chronologie et la thématique sont rassemblées pour traiter de l'attaque, de la gestion des territoires conquis, de l'économie et de la « civilisation » hollandaise au Brésil au XVII^e siècle (chap. XI à XIV). Par contre, les Portugais au XVII^e siècle ne rassemblent pas de tels développements bien groupés (chap. XV); il y est traité de commerce et d'expansion territoriale, expansion traitée encore plus loin (chap. XVIII), mais cette fois au XVIII^e siècle essentiellement.

C'est ce XVIII^e siècle qui est l'objet des derniers chapitres du livre sur les aspects essentiellement socio-culturels - population, vie religieuse, villes, arts, sciences, lettres, politique (chap. XIX à XXV). Le rôle des Jésuites, qui fut important, est dispersé en divers endroits, en connexion avec les faits politiques, sociaux et religieux où ils interviennent. L'action et le fonctionnement de Compagnies diverses dans l'articulation des productions et du commerce est aussi à trouver en divers endroits.

18 pages de bibliographie et 3 pages d'index des noms permettent prolongement et repérage dans la lecture de cet ouvrage. Quelques cartes de localisation auraient été bienvenues en plus des trop rares documents qui sont excellents.

Adresse de l'auteur :
Charles CHRISTIANS
Université de Liège
Institut de Géographie
Allée du 6 Août, 2
B - 4000 Liège